

**CONVENTION DE PARTICIPATION FINANCIERE ENTRE LA COMMUNE DE GRASSE
ET MONSIEUR MICHEL CRESP**

Mécénat de 2 œuvres

ENTRE LES SOUSSIGNES :

COMMUNE DE GRASSE

La Commune de Grasse, Hôtel de Ville – Place du Petit Puy – B.P. 12069 - 06131 GRASSE, identifiée sous le numéro SIREN 210 600 698 00 18, représentée par son Maire en exercice, Monsieur Jérôme VIAUD, agissant au nom et pour le compte de la Commune en vertu d'une délibération n° 2020-110 en date du 07 juillet 2020, visée en Préfecture le 09 juillet 2020.

ci-après désignée « **La commune de Grasse** »

Et :

Monsieur Michel CRESP

Adresse : 23bis boulevard Emile Zola, Privilège Bât. B, 06130 GRASSE

Tél. : 06 07 12 66 77

Mel : contact@michelcresp.com

Ci-après désigné par le terme « **Le mécène** »,

IL EST EXPOSE CE QUI SUIT :

La Villa Saint-Hilaire est une bibliothèque patrimoniale mais également de lecture publique qui conserve les fonds anciens et met à la disposition du public des fonds contemporains et patrimoniaux d'une richesse importante. Sa thématique « maison, jardin & paysage » permet d'affirmer encore un peu plus sa spécificité. Elle est sectorisée en 4 pôles :

- Paysage et territoire
- Jardin
- Maison
- Art de vivre

Monsieur Michel CRESP, né à Paris en 1947, photographe et créateur graphique, propose un mécénat à la Commune de Grasse.

Une convention ayant pour objet de définir les conditions matérielles du don de M. Michel CRESP doit être signée.

ARTICLE 1 - OBJET

Le mécène offre à la commune de Grasse 2 œuvres dont il est propriétaire :

- Une peinture de Georges Bard, toile n°665 de 2005, format 81x100 cm. Valeur : 4 000 €
- Une affiche originale de Léo Lelée (1872-1947) format 60x99 cm, « Fontvieille » 1935, illustrant un des sites touristique et culturel de la Provence, le moulin de Daudet près d'Arles. Valeur : 1 200 €

ARTICLE 2 : PROPRIETE DE LA COLLECTION

La commune de Grasse est seule propriétaire des œuvres objets de la présente. A ce titre, le mécène ne pourra prétendre à aucun droit de propriété sur les biens précités.

En revanche, le mécène impose que ces œuvres soient entreposées, gérées et consultables à la Villa Saint-Hilaire. Les œuvres pourront être prêtées à tout site culturel qui souhaiterait les exposer. Certaines conditions devront cependant être respectées : les œuvres doivent être disponibles (non prévues pour une autre exposition), l'assurance de transport de type « clou à clou » devra être à la charge du demandeur, les conditions de conservation et de sécurité pendant le transport et l'exposition devront être adaptées aux œuvres.

ARTICLE 3 : ENGAGEMENT DU MECENE

La participation du mécène est limitée aux documents décrits à l'article 1 de la présente convention, ceci quelles que soient les sujétions prévues ou imprévues rencontrées dans la mise en œuvre du projet.

ARTICLE 4 : ENGAGEMENT DE LA COMMUNE DE GRASSE

La commune de Grasse déclare accepter le présent engagement du mécène.

La commune de Grasse déclare avoir fourni au mécène un document explicatif des modalités de valorisation des dons et prestations en nature dans le cadre de la loi sur le mécénat, intitulé « Cadre fiscal de la valorisation des dons en nature et compétences relatifs au Mécénat » (Document cadre fiscal en annexe de la présente convention).

4.1 Affectation du don :

La commune de Grasse s'engage à utiliser le don effectué dans le cadre de la présente convention et à la seule fin définie par la présente convention.

A la réception du don, la commune de Grasse établira et enverra un reçu fiscal au mécène (Cerfa 11580*03 de « reçu pour don aux œuvres ») pour un montant de 5 200,00 € (cinq mille deux-cent euros).

4.2 Mention du nom du mécène :

Pour assurer à l'action le rayonnement qu'il convient, la commune de Grasse développe une communication à laquelle, dans une certaine mesure, le mécène est associé.

La commune de Grasse s'engage à faire apparaître le nom du mécène sur :

***Les outils de communications relatifs au projet ou à la communication du mécénat sur la commune en général pour l'année de signature de la convention.**

4.3 Contreparties :

Comme indiqué précédemment, le mécène en sa qualité d'auteur soutient les actions de la commune de Grasse définies ci-dessus dans le cadre de sa politique de mécénat.

Conformément à la réglementation applicable, sans que cela puisse remettre en cause l'intention libérale du mécène, la commune de Grasse fera bénéficier au mécène des contreparties suivantes, dont la valeur est nettement disproportionnée à celle du don effectué au profit de la collectivité :

- Inscription du nom du mécène sur le cartel des œuvres à chaque fois qu'elles seront utilisées dans une exposition ;
- Communication sur les réseaux sociaux du nom du mécène lors de chaque action de communication liée à ces œuvres

Et ce pendant l'année de signature de la convention.

Aucune disposition de cette convention ne pourra être interprétée comme créant un lien de subordination entre le mécène et la commune de Grasse.

ARTICLE 5 : REMERCIEMENTS

La commune de Grasse s'engage à mentionner autant que possible le soutien de son mécène dans les discours officiels et dans la presse dédiée à l'évènement.

La commune de Grasse mentionnera également « le mécène » parmi ses mécènes de l'année sur les supports qu'elle sera amenée à utiliser pour promouvoir de façon générale sa politique de mécénat.

ARTICLE 6 : DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention prendra effet à compter de la signature des présentes et prendra fin dès que les œuvres seront reçues à la Villa Saint-Hilaire. Seul l'engagement de conserver les œuvres au sein de la Villa Saint-Hilaire n'est pas soumis à une durée quelconque.

ARTICLE 7 : ELIGIBILITE AU MECENAT

La commune de Grasse déclare être habilitée à fournir des reçus de dons aux œuvres, conformément au texte de la loi n° 2003-79 du 1^{er} août 2003 relative au mécénat, aux associations et aux fondations.

ARTICLE 8 : CONFIDENTIALITE

Chacune des parties considérera comme confidentiel toute information ou élément, comprenant notamment mais non exclusivement, les échanges techniques, artistiques, transmis par l'autre.

En conséquence, chaque partie s'engage à ne pas les utiliser à d'autres fins que celles prévues à la convention et à assurer de manière générale leur confidentialité en prenant toutes les mesures qu'elle jugera utiles.

Cet engagement restera applicable tant pendant la durée des présentes qu'au-delà et sans limitation de durée.

Ne seront toutefois pas entendues comme confidentielles les informations qui seront tombées dans le domaine public antérieurement ou postérieurement à la signature de la présente convention.

ARTICLE 9 : REPORT – ANNULATION – RESILIATION

La présente convention se trouverait suspendue ou annulée de plein droit et sans indemnité d'aucune sorte, dans tous les cas reconnus de force majeure par la loi et la jurisprudence.

Toute annulation pour une raison autre que celles décrites ci-dessus entraînera pour la partie défaillante l'obligation de verser à l'autre partie une indemnité calculée en fonction des frais effectivement engagés par cette dernière.

En cas de non-respect par l'une ou l'autre des parties d'une des obligations définies dans la Convention, et trente (30) jours après réception par la partie défaillante d'une lettre recommandée avec avis de réception de mise en demeure de s'exécuter restée sans effet, la partie lésée pourra résilier de plein droit ladite Convention par lettre recommandée avec avis de réception sans qu'il soit besoin pour cela d'accomplir aucune formalité judiciaire et ce, sans préjudice d'une éventuelle action en dommages et intérêts.

Toute résiliation de la présente Convention ne saurait affecter les droits et engagements de l'une ou l'autre des parties, consentis ou exercés avant la date de résiliation anticipée concernée.

ARTICLE 10 : MODIFICATION DE LA CONVENTION

Toutes modifications de la présente convention devront faire l'objet d'avenants et seront jointes à la présente avec accord des parties signataires.

ARTICLE 11 : LITIGES

En cas de litige relatif à l'interprétation et/ou à l'exécution de la présente, les parties s'engagent à rechercher en priorité un règlement à l'amiable (conciliation, arbitrage, etc...). A défaut, le différend sera porté devant le Tribunal administratif de Nice.

Nombre de pages : 5 + 1 annexe de 2 pages

Fait à Grasse, le en deux (2) exemplaires originaux

M. Michel CRESP

**Pour la commune de Grasse,
M. Jérôme VIAUD**

**Maire de Grasse,
Vice-Président du Conseil départemental
des Alpes-Maritimes
Président de la Communauté d'Agglomération
du Pays de Grasse**

Les mécènes de l'article 238 bis du Code Général des Impôts :

Cadre général :

La Loi n° 2003-709 du 1^{er} août 2003 relative au mécénat, aux associations et aux fondations a modifié l'article 238 bis du Code Général des Impôts avec des mesures qui améliorent la situation des entreprises. Depuis le 1^{er} janvier 2003, l'entreprise mécène bénéficie d'une réduction d'impôts de 60 % du montant du don, dans la limite de 0,5 % de son chiffre d'affaires HT annuel, avec la possibilité de reporter l'excédent sur cinq exercices en cas de dépassement du seuil annuel ou si le résultat de l'entreprise l'année du don est nul ou déficitaire. La réduction d'impôt est calculée en priorité sur les dépenses de l'année, les reports sont retenus ensuite par ordre d'ancienneté.

Régime réel d'imposition :

Les entreprises concernées par l'avantage fiscal prévu par la loi sont celles qui sont soumises à un impôt sur le résultat en France. Il s'agit soit de l'impôt sur les sociétés (IS), soit de l'impôt sur le revenu dans la catégorie des bénéfices industriels et commerciaux (BIC), des bénéfices non commerciaux (BNC) ou des bénéfices agricoles (BA). Elles doivent relever d'un régime réel d'imposition ce qui exclut de l'avantage fiscal lié au mécénat les entreprises soumises aux forfaits.

Obligations déclaratives :

Pour bénéficier de l'avantage fiscal, les entreprises sont soumises à des obligations déclaratives particulières.

- Pour celles soumises à l'impôt sur les sociétés, elles doivent joindre une déclaration n° 2069-M-SD (art 49 septimes X annexe III du CGI) ;
- Lorsqu'elles disposent d'une déduction d'impôt non imputée sur l'impôt dû au titre des exercices antérieurs, elles doivent joindre en plus l'état de suivi n° 2069-MSI-SD
- Pour celles soumises aux BIC, BNC, BA, elles doivent joindre une déclaration n° 2069-M-SD
- Lorsqu'elles disposent d'une déduction d'impôt non imputée sur l'impôt dû au titre des exercices antérieurs, elles doivent joindre en plus l'état de suivi n° 2069-MS2-SD.

Exemples concrets :

L'entreprise Je suis mécène a un chiffre d'affaires constant de 300 000 euros HT annuel. Elle réalise des bénéfices depuis 5 ans et dépend du régime réel d'imposition de l'IS. Elle décide de soutenir une association de loi 1901 reconnue d'intérêt général et les actions culturelles menées par la collectivité sur laquelle elle est implantée. Elle fait plusieurs dons successifs sur 3 ans :

Année N : Don en nature valorisé à hauteur de 500 euros HT en mai – Don financier de 1 000 euros HT en octobre

Année N+1 : Don financier de 1000 euros HT en avril – Don financier de 1 000 euros HT en septembre

Année N+2 : Don en nature valorisé à hauteur de 800 euros en mai – Don en nature et prestations valorisé à 500 euros HT.

Année N+3 : Don en nature valorisé à hauteur de 800 euros en mai

Compte tenu de son chiffre d'affaires de 300 000 euros, l'entreprise Je suis mécène a une capacité annuelle de « générosité défiscalisable » de 0,5 % X 300 000, soit 1 500 euros HT. Pour l'année N, la somme des dons vaut 1 500 euros HT et ne dépasse donc pas le plafond autorisé. L'entreprise pourra déduire 60 % X 1 500, soit 900 euros.

En revanche sur l'année N+1, son don total de 2000 euros dépasse le plafond. Elle devra déduire dans la limite du plafond de 1 500 euros HT et reporter les 500 euros de don excédentaire sur l'année suivante. Sur N+2, le total des dons effectués, 1 300 euros HT, ne dépasse pas le plafond de 0,5 %.

Mais le report ne peut être entièrement consommé. L'entreprise Je suis mécène décide d'affecter le report sur l'année N+3. L'année N+2, elle bénéficie donc d'une déduction de 60 % X 1 300, soit 780 euros HT. L'année N+3, elle reporte l'excédent de 500 euros de l'année N+1 et bénéficie donc d'une déduction égale à 60 % X (500+800), soit 780 euros HT.

Evaluation fiscale du don en nature et prestations :

Les types d'apports et leur évaluation :

- Apport d'une immobilisation : évaluation à la valeur vénale. Le don se traduit d'une part, par la réalisation d'une plus ou moins-value égale à la différence entre la valeur vénale du bien appréciée à la date du don et sa valeur nette comptable. La plus-value immédiatement appréhendée par le donateur est imposable au taux de droit commun. D'autre part, par une perte égale à la valeur vénale du bien donné. Cette perte est déductible au taux de droit commun.
- Apport en stock (valeur nette comptable pour les éléments inscrits à l'actif de l'entreprise) : évaluation au coût de revient, dont charges directes et indirectes (ex : coût de transport). Si le bien est neuf et a été acheté par l'entreprise mécène, sa valorisation est égale au prix d'achat mentionné sur la facture. Attention, si le bien fourni est totalement amorti, l'entreprise ne peut prétendre utiliser ce don au titre des réductions d'impôts car la valeur de ce bien est nulle du point de vue comptable et fiscal. La TVA acquittée par l'entreprise sur le bien n'est pas déductible car elle est utilisée dans le cadre d'une opération non imposable, sauf s'il s'agit de biens de faible valeur, ou dans le cas de dons à des FRUP ou ARUP.
- Mise à disposition d'un local : valeur locative (prix de marché)
- Mise à disposition de personnel ou mécénat de compétences : coût de revient (salaires bruts + charges sociales et fiscales) et non-valeur marchande (Instruction fiscale 4 C-5-04 du 13 juillet 2004).

Responsabilité :

La valeur du don en nature est déterminée sous la responsabilité du donateur. La formule « Valeur des biens reçus - Informations fournies par l'entreprise donatrice » est apposée par le bénéficiaire sur le Cerfa.

L'organisme bénéficiaire engage sa responsabilité sur le montant qu'elle indique sur le reçu fiscal. En cas d'établissement irrégulier de reçu, elle est soumise à une amende de 25 % des sommes perçues.